

N° 7185

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2016-2017

PROJET DE LOI

portant approbation du „Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June of 2017“

* * *

*(Dépôt: le 13.9.2017)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (11.9.2017)	1
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	2
4) Fiche financière	3
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	3
6) Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems.....	6

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation du „*Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June of 2017*“.

Palais de Luxembourg, le 11 septembre 2017

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Article unique. Est approuvé le „*Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June of 2017*”.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi vise à faire approuver le „*Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June 2017*.”

L'accord s'inscrit dans l'objectif d'installer un centre de données de la République d'Estonie au Grand-Duché de Luxembourg. A l'image des centres de données d'organisations internationales déjà installés au Luxembourg, l'installation d'un centre de données estonien s'inscrit parfaitement dans la stratégie „*Digital Lëtzebuerg*“, qui cherche notamment à faire du Luxembourg un centre de confiance numérique en Europe, voire dans le monde. Il s'agit du premier centre de données d'un Etat étranger installé au Luxembourg. Un contrat de location entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie déterminera les obligations des parties au contrat. La mise en service du centre de données est prévue pour **début 2018**.

L'accord précité a donc pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la République d'Estonie au Luxembourg en donnant à la République d'Estonie les garanties appropriées au regard de la sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et de ses données. A cette fin, des privilèges et immunités similaires à ceux couvrant les missions diplomatiques sont prévus par le présent accord. Le centre des données ne peut toutefois être qualifié ni d'un point de vue juridique, ni d'un point de vue diplomatique d'une ambassade telle que définie par le droit international public, dont en particulier la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

Même si les immunités et privilèges sont largement inspirés de ceux contenus dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, celle-ci ne s'applique pas à l'accord en question.

Plus concrètement, les privilèges et immunités accordés au centre de données estonien dans l'accord concernent principalement l'inviolabilité et la sécurité des locaux et des données y stockées. L'accord ne prévoit pas de privilèges ou immunités pour des personnes physiques.

Commentaires des articles principaux de l'accord concernant les privilèges et immunités

- *L'article 3* de l'accord garantit l'inviolabilité des locaux hébergeant les données et les systèmes d'informations estoniens. A l'image des missions diplomatiques, aucune personne non autorisée par la République d'Estonie ne peut pénétrer dans les locaux du centre de données. Une exception est toutefois prévue pour les situations d'urgence.

- *L'article 4* de l'accord précise que le Grand-Duché de Luxembourg prendra toutes les mesures appropriées pour protéger les locaux contre toute intrusion ou tout dommage. Le Luxembourg garantit par cet article que la sécurité physique du bâtiment et des locaux hébergeant les données soit en accord avec les standards de sécurité physique imposés par l'OTAN.

- *L'article 5* de l'accord prévoit l'immunité de l'équipement et des licences mis en place dans les locaux du centre de données. S'agissant de l'équipement et de licences appartenant à l'Estonie, ces derniers profitent donc d'une protection spéciale et sont, entre autres, exempts de saisie.

- *L'article 6* de l'accord qualifie les données hébergées dans le centre comme archives de l'Estonie. L'inviolabilité des données stockées est ainsi garantie. Ce même article accorde également la protection de la communication officielle. En somme, la communication du centre de données est protégée de la même manière que celle d'une mission diplomatique.

Finalement, l'article 43 k) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) prévoit que les livraisons de biens et les prestations de service effectuées dans le cadre des relations diplomatiques et consulaires sont exonérées de la TVA. L'accord ne reprend pas additionnellement cette exemption qui pourra être mise en œuvre tel que prévu par la loi.

*

FICHE FINANCIERE

Le projet de loi ne porte que sur les privilèges et immunités et n'engendre ni recette au profit du budget de l'Etat, ni dépense à sa charge.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Coordonnées du projet

Intitulé du projet:	Projet de loi portant approbation du „Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia on the hosting of data and information systems, signed at Luxembourg, on the 20th June 2017”
Ministère initiateur:	Ministère des Affaires étrangères et européennes
Auteur(s):	Ministère des Affaires étrangères et européennes – Secrétariat général, Yasuko Muller, Sandra Merens
Tél:	247-82396/247-82360
Courriel:	yasuko.muller@mae.etat.lu, sandra.merens@mae.etat.lu
Objectif(s) du projet:	L'accord précité a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation d'un centre de données de la République d'Estonie au Grand-Duché de Luxembourg, tout en donnant à la République d'Estonie les garanties appropriées au regard de la sécurité et de l'inviolabilité de ses lieux et de ses données. A cette fin, des privilèges et immunités similaires à ceux couvrant les missions diplomatiques sont prévus par l'accord. Le centre des données ne peut toutefois être qualifié ni d'un point de vue juridique, ni d'un point de vue diplomatique d'une ambassade telle que définie par le droit international public, dont en particulier la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s):	
	Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative (Centre des Technologies et de l'Information de l'Etat), Ministère d'Etat, Ministère des Finances + Inspection générale des Finances
Date:	11.7.2017

Mieux légiférer

- Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s): Oui Non
Si oui, laquelle/lesquelles:
Remarques/Observations:
- Destinataires du projet:
 - Entreprises/Professions libérales: Oui Non
 - Citoyens: Oui Non
 - Administrations: Oui Non

3. Le principe „Think small first“ est-il respecté? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité?)
Remarques/Observations:
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière? Oui Non
Remarques/Observations:
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures? Oui Non
Remarques/Observations:
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s)? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total? (nombre de destinataires x coût administratif par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il?
8. Le projet prévoit-il:
– une autorisation tacite en cas de non-réponse de l'administration? Oui Non N.a.
– des délais de réponse à respecter par l'administration? Oui Non N.a.
– le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte)? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle:
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe „la directive, rien que la directive“ est-il respecté? Oui Non N.a.
Si non, pourquoi?

1 N.a.: non applicable.

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

4 Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

11. Le projet contribue-t-il en général à une:
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
 b) amélioration de la qualité réglementaire? Oui Non
 Remarques/Observations:
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites? Oui Non N.a.
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)? Oui Non
 Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée? Oui Non N.a.
 Si oui, lequel?
 Remarques/Observations:

Egalité des chances

15. Le projet est-il:
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 – positif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 Si oui, expliquez de quelle manière:
 – neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 Si oui, expliquez pourquoi:
 Le projet est neutre du point de vue de l'égalité des femmes et hommes
 – négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes? Oui Non
 Si oui, expliquez de quelle manière:
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes? Oui Non N.a.
 Si oui, expliquez de quelle manière:

Directive „services“

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶? Oui Non N.a.
 Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur:
www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁵ Article 15, paragraphe 2 de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive „services“ (cf. Note explicative, p. 10-11)

AGREEMENT
between the Grand Duchy of Luxembourg and
the Republic of Estonia on the hosting of data
and information systems

The Grand Duchy of Luxembourg

and

the Republic of Estonia,

together referred to as „the Parties“,

Having regard to the Memorandum of Understanding (MoU) between the Ministry of Economic Affairs and Communications of the Republic of Estonia and the Ministry of Media and Communications of the Grand Duchy of Luxembourg, signed on the 14 of November 2016,

Whereas this Agreement is in the spirit of the Vienna Convention on Diplomatic Relations,

Whereas the Vienna Convention on Diplomatic Relations is not sufficient to set a legal framework for the hosting of data and information systems,

Whereas this Agreement is concluded within the framework of the diplomatic relations between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Estonia,

Intending to specify the means for effective cooperation between the Parties and support by the Parties which are essential for the successful and effective operation of the premises hosting the Estonian data and information systems,

Wishing to conclude an agreement governing the legal status of the premises hosting the Estonian data and information systems, with the necessary guarantees of immunities and privileges on the basis of existing international and national law,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Definitions

For the purposes of this Agreement:

- (a) „the data centre“ shall mean a facility used to host the data and information systems, the equipment and licences and associated components, such as telecommunications and storage systems;
- (b) „the premises“ shall mean a dedicated data centre space provided by the Grand Duchy of Luxembourg and meant for the purpose of hosting Estonian data and information systems and equipment;
- (c) „the data and information systems“ shall mean assets that are stored on the equipment by the Republic of Estonia in the premises;
- (d) „the equipment and licences“ shall mean the assets owned by the Republic of Estonia and used for the storage of data and information systems which will be agreed upon by the competent authorities of the Parties;
- (e) „the competent authorities“ shall mean the „Centre des technologies de l’information de l’Etat (CTIE)“ for the Grand Duchy of Luxembourg and the Ministry of Economic Affairs and Communications for the Republic of Estonia;
- (f) „force majeure“ shall mean any unforeseeable situation or event beyond the control of the Parties that was not attributable to error or negligence on their part, and which prevents them from fulfilling any or all of their obligations under this Agreement and any regulation pertaining to it.

*Article 2****Functioning of premises***

- (1) The premises shall be provided in full working condition for the purpose of hosting Estonian data and information systems.
- (2) The Grand Duchy of Luxembourg shall make available the premises to the Republic of Estonia for the lease cost as set out in the conditions agreed upon by the competent authorities of the Parties.
- (3) The Grand Duchy of Luxembourg shall provide access to the premises to the authorised representative of the Republic of Estonia.

*Article 3****Inviolability***

- (1) The premises shall be inviolable and thus exempt from search, requisition, attachment or execution.
- (2) No official or person exercising any public authority, whether administrative, judicial, military or police of Luxembourg shall enter the premises without the prior approval of the authorised representative of the Republic of Estonia. Such approval shall be presumed in case of fire or other emergencies which require immediate protective measures and could constitute a danger for safety.

*Article 4****Protection of the premises***

The Grand Duchy of Luxembourg shall take all appropriate measures to protect the premises against any intrusion or damage within the territory of Luxembourg. The measures are considered appropriate if they meet the same level of protection as the protection offered to the Grand Duchy of Luxembourg.

*Article 5****Immunity***

The equipment and licenses required to operate the data centre and put in place on the premises by the Republic of Estonia shall be regarded as assets of the Republic of Estonia and shall enjoy immunity from every form of legal process.

*Article 6****Archives and communications***

- (1) All data and information systems stored by the Republic of Estonia in the premises shall be regarded as archives of the Republic of Estonia.
- (2) The archives of the premises shall be inviolable and thus exempt from search, requisition, attachment or execution.
- (3) The Grand Duchy of Luxembourg shall grant the premises the same treatment as granted to diplomatic missions in respect of its official communications and the transmission of all its documents.
- (4) The Republic of Estonia shall be entitled to use any code and encryption in its official communications, as well as to dispatch and receive its official communications by diplomatic couriers authorised by the Republic of Estonia and diplomatic correspondence.

(5) No communication of the premises shall be subject to censorship or may be subject to any restriction of any kind, nor may its confidential nature be prejudiced. This protection extends in particular to data storage devices (e.g. publications, magnetic tapes, optical disks, diskettes, still pictures and films and visual or sound recordings).

(6) In case of force majeure leading to a total or partial interruption of communications, the premises shall enjoy the same priority treatment as accorded to the diplomatic missions.

Article 7

Compatibility with international law

The premises must not be used in any manner incompatible with the purpose laid down in this Agreement or by other rules of international law.

Article 8

Applicable law and settlement of disputes

(1) This Agreement shall be governed by and interpreted under international and European Union law supplemented, where applicable, by the laws and regulations of the Grand Duchy of Luxembourg.

(2) Any dispute arising between the Parties resulting from the interpretation or application of this Agreement, which is not settled by negotiation or other agreed mode of settlement, shall be referred for final decision to an arbitral tribunal of three arbitrators, to be constituted for each individual case in the following way. Within two months of the receipt of the request for arbitration, each Party shall appoint one member of the tribunal. The two members so appointed shall then select a third arbitrator who is not a national of either Party. That third arbitrator shall be the President of the tribunal.

(3) If within three months from the date of notification of the request for arbitration, the necessary appointments have not been made, either Party may, in the absence of any other agreement, invite the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of either Party, or if he or she is prevented from discharging the said function, the Vice-president shall be invited to make the necessary appointments. If the Vice-president is a national of either Party or if he or she too is prevented from discharging the said function, the member of the International Court of Justice next in seniority who is not a national of Luxembourg nor of Estonia shall be invited to make the necessary appointments.

(4) The decisions of the tribunal shall be final and binding. The tribunal shall adopt its own rules of procedure.

(5) The costs of the tribunal shall be shared equally between the Parties, unless the tribunal decides otherwise.

Article 9

Amendments

This Agreement may be amended by mutual written agreement of the Parties. Each Party shall notify the other as soon its constitutional requirements necessary for the entry into force of the amendments have been completed. The amendments shall enter into force thirty days alter the last such notification.

*Article 10****Entry into force and termination***

(1) This Agreement shall enter into force when the Parties have notified each other of the completion of the respective constitutional requirements necessary for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force thirty days after the receipt of the last such notification.

(2) The Republic of Estonia shall notify the Grand Duchy of Luxembourg, through diplomatic channels, of its authorised representative for the implementation of this Agreement and any subsequent amendments thereto.

(3) Either Party may terminate this Agreement by means of a written notice to the other Party. Termination shall take effect 24 months following the date of the notifications.

(4) After the termination of the Agreement the archives and the equipment and the licences of the Republic of Estonia shall only be handed over to the authorised representative of the Republic of Estonia. If the authorised representative of the Republic of Estonia is not possible to identify, the Grand Duchy of Luxembourg shall treat the archives and the equipment and the licences of the Republic of Estonia with the same level of protection as the archives of the Grand Duchy of Luxembourg and shall only hand them on to a legal representative of the Republic of Estonia.

DONE in duplicate, at Luxembourg, on the 20th of June 2017 in the English language.

For the Grand Duchy of Luxembourg,

Xavier BETTEL

Prime Minister

of the Grand Duchy of Luxembourg

For the Republic of Estonia,

Jüri RATAS

Prime Minister

of the Republic of Estonia

